

L'Américain Steve Bannon vient à Rome pour soutenir le pouvoir **populiste**

Page 18

Les formations dans le secteur de la **cybersécurité** ont le vent en poupe

Page 19

Garou sera à l'affiche du Festival Pully-Lavaux. Bien d'autres artistes feront aussi le voyage depuis le Québec, mais pas Eric Lapointe

Page 27

Suisse

Monde
Economie
Culture et société
La der



THIERRY RAJIC

Économie

Les multinationales jouent gros sous la Coupole fédérale

Le parlement traite de la fiscalité des entreprises et de leur responsabilité sociale. Ces deux dossiers sont liés entre eux

Lise Bailat Berne

Ruth Dreifuss, Dick Marty, Monseigneur Felix Gmür et avec eux des dizaines d'ONG peuvent avoir le sourire. Tous ces partisans de l'initiative populaire «pour des multinationales responsables» bénéficient d'un coup de pouce inattendu à Berne. En septembre dernier, le Conseil fédéral rejetait leur texte qui demande que les sociétés domiciliées en Suisse assument leurs responsabilités en matière de droits humains et de protection de l'environnement aussi dans leurs activités à l'étranger. Neuf mois plus tard pourtant, un contre-projet indirect est sur la table du parlement fédéral. Il en débatera le 14 juin prochain. Par quel miracle? En politique, le calendrier a son importance. Ce contre-projet doit quelque chose à un autre dossier crucial pour toutes les firmes suisses et qui est aussi en cours de traitement à Berne: la réforme de la fiscalité des entreprises, soumise ce jeudi au Conseil des États.

Éviter le choc du calendrier

Un contre-projet indirect doit en effet permettre un retrait de l'initiative «pour des multinationales responsables» et éviter ainsi un vote dans une configuration désagréable pour l'économie. Car si elle est maintenue, l'initiative sera sans doute soumise aux citoyens l'an prochain. Elle pourrait alors suivre ou précéder de peu un scrutin sur la réforme de la fiscalité des entreprises, le fameux Projet fiscal 17.

Cette perspective est purement hypothétique. Mais elle effraie les acteurs économiques. «Pour les entreprises, ce serait très difficile de mener ces deux campagnes de vote à la suite. Imaginez: on dirait d'abord aux citoyens que des entreprises ne respectent pas les droits humains et, ensuite, on leur demanderait de baisser leur fiscalité», explique le conseiller national Karl Vogler (PCS/OW), à l'origine du contre-projet avec Hans-Ueli Vogt (UDC/ZH).

Le Groupement des entreprises multinationales (GEM), basé à Genève, établit aussi un lien entre

Massivement soutenue par des ONG très diverses, l'initiative fait peur aux multinationales

Plus de 60 organisations suisses soutiennent l'initiative pour des multinationales responsables.

Plus d'informations: www.initiative-multinationales.ch

Initiative multinationales responsables

Association «Initiative pour des multinationales responsables»
Case postale 8609 | 3001 Berne
info@initiative-multinationales.ch

Business mondial, responsabilité globale

Initiative multinationales responsables

Signez maintenant!

Broc

«Les entreprises peuvent mettre des millions dans la campagne. Mais, en face, vous montrez un enfant qui travaille dans une mine et, pour l'économie, cela devient compliqué»



Karl Vogler
PCS/OW

«Le contre-projet indirect est un peu plus restrictif que ce que nous aurions souhaité, mais nous le soutenons»



Laurence Fehlmann Rielle
PS/GE

Dans le cercle, le panel des associations qui défendent l'initiative «Multinationales responsables». DR

les deux dossiers. «La Suisse a pris des engagements pour abolir les statuts fiscaux, ce qui signifiera d'ailleurs pour beaucoup de multinationales une hausse des impôts. Il faut être cohérent. La question de la mise en conformité doit non seulement s'appliquer à la fiscalité mais également au respect des droits humains et à des principes reconnus par l'ONU dans le domaine entrepreneurial.»

La position de ce groupement, qui représente 93 multinationales et 35 000 emplois en Suisse romande, a pesé dans le travail parlementaire. «Nous sommes au XXIe siècle. On ne peut pas dire non au principe d'une initiative qui parle du respect des droits humains et de l'environnement. Par contre, on peut envisager une

mise en œuvre plus souple, un carcan moins strict que ce que proposent les initiateurs. C'est notre message», indique Arnaud Bürgin. Migros et Ikea soutiennent aussi l'élaboration d'un contre-projet indirect, tandis qu'économie-suisse ou encore Swissholding s'y opposent.

À tout prix éviter le débat sur les scandales

Éviter un vote, pour l'économie, c'est aussi s'épargner un débat public et des risques d'amalgame pour l'ensemble de l'économie. «Une campagne sur l'initiative «pour des multinationales responsables» serait très vive. Les entreprises craignent pour leur image», relève la conseillère nationale Laurence Fehlmann

Rielle (PS/GE), membre de la commission compétente.

«Les entreprises peuvent mettre des millions dans la campagne. Mais en face, vous montrez un enfant qui travaille, par exemple dans une mine, et pour l'économie, cela devient tout de suite compliqué», image Karl Vogler. Sur son site Internet, le comité d'initiative documente déjà plusieurs scandales liés à des entreprises helvétiques: «Glencore pollue des rivières au Congo», «Syngenta vend à l'étranger un pesticide interdit en Suisse», etc. Cela donne un avant-goût de ce que serait la campagne.

Ces craintes posées, encore fallait-il trouver une opportunité politique pour élaborer un contre-projet indirect. La révision du

droit de la société anonyme en a fourni une. C'est ainsi que Karl Vogler et Hans-Ueli Vogt se sont mis au travail. Dans les grandes lignes, leur contre-projet reprend les buts de l'initiative «pour des multinationales responsables» mais se montre plus restrictif.

Leur texte épargne les PME. Seules les entreprises remplissant deux des trois conditions suivantes pendant deux ans de suite seraient soumises à un devoir de diligence en Suisse comme à l'étranger: un chiffre d'affaires annuel de plus de 80 millions de francs, 500 emplois à plein temps et un bilan de plus de 40 millions. «Autre point très important: seule la responsabilité de la filiale directement concernée par des dommages à

l'étranger serait engagée», souligne Karl Vogler.

Ralliement des socialistes

Le Parti socialiste s'y rallie. «Le contre-projet indirect est un peu plus restrictif que ce que nous aurions souhaité, mais nous le soutenons. Il inscrit des mesures importantes dans la loi», souligne Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE). Le PS y souscrit d'autant plus facilement que la révision du droit de la société anonyme comprend, outre ce contre-projet, l'inscription de quotas de femmes dans les conseils d'administration. À quelques jours du vote, les partisans du paquet sont fébriles. Une forte minorité, emmenée par des élus UDC, souhaite le renvoi du dossier à l'expéditeur.